

# ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Lundi 1er décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

## SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.178) [suite] ..... 217

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

**Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.164/Rev.1, A/C.2/L.168, A/C.2/L.171, A/C.2/L.178) [suite]**

[Point 25, a\*]

1. M. LEE (Chine), expliquant son vote sur le projet de résolution amendé que la Commission a adopté à la séance précédente (A/C.2/L.162/Rev.2), rappelle qu'il s'est abstenu lorsque l'ensemble du texte a été mis aux voix. Il lui était difficile, en particulier, d'accepter les dispositions de l'alinéa a du paragraphe 4 qui imposent à certains gouvernements l'obligation de veiller au maintien d'un rapport adéquat, juste et équitable entre les prix des produits primaires et ceux des articles manufacturés. Cette obligation entraîne l'intervention de l'Etat dans le commerce extérieur et la délégation de la Chine est opposée à une telle politique.

2. La délégation chinoise a voté pour les paragraphes 1, 2 et 3, les alinéas b et c du paragraphe 4 et les paragraphes 5, 6, 7 et 8 du projet de résolution. Elle estime que l'adoption des amendements communs (A/C.2/L.181) aurait permis d'atteindre plus facilement les buts visés par la délégation de l'Argentine. C'est pourquoi elle a voté pour ces amendements à l'exception de celui qui faisait l'objet du paragraphe 5.

3. La délégation chinoise estime que l'étude du problème par un groupe d'experts faciliterait les délibérations du Conseil et de l'Assemblée générale et ne ferait pas nécessairement double emploi avec l'étude intitulée *Mesures en vue de la stabilité économique internationale* (E/2156). Si la délégation chinoise s'est abstenue lors du vote sur l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède (A/C.2/L.180), et sur le paragraphe 9 du projet de résolution, c'est parce que le mandat du groupe d'experts est défini dans l'alinéa a du paragraphe 4 auquel cette délégation est opposée.

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

4. M. UMARI (Irak) rappelle qu'une décision du Président a été contestée au cours de la séance précédente. Il tient à préciser que cette contestation ne visait nullement la personnalité du Président qui a toujours dirigé les débats de la Commission avec une grande compétence.

5. M. CUSANO (Uruguay), présente le projet de résolution déposé par sa délégation à propos des migrations et du développement économique (A/C.2/L.164/Rev.1). Il est persuadé que les membres de la Commission reconnaissent toute l'importance que le problème des migrations présente, tant pour les pays surpeuplés que pour ceux qui, en raison de l'insuffisance numérique de leur population, ne peuvent exploiter leurs ressources naturelles comme ils le voudraient. La question intéresse particulièrement les pays d'Amérique latine, qui doivent leur évolution économique, sociale et politique aux grands courants migratoires du siècle dernier. L'Uruguay, pour sa part, éprouve une immense reconnaissance envers l'Espagne et l'Italie, qui lui ont envoyé, pendant des années, les meilleurs de leurs fils. Napolitains et Génois, Basques et Galiciens ont labouré la terre, élevé le bétail et contribué à développer l'industrie de l'Uruguay; les fils et les petits-fils de ces humbles émigrants jouent, aujourd'hui, un rôle de premier plan dans la vie nationale.

6. Cependant, la guerre et les conditions économiques et sociales de l'après-guerre ont ralenti, sinon complètement arrêté l'afflux des immigrants. Alors que, dans beaucoup de pays, le surpeuplement entraîne le chômage et la misère, dans d'autres, le manque de main-d'œuvre freine le développement économique et d'immenses richesses restent inexploitées. Le projet de résolution que la délégation uruguayenne a déposé tend à remédier à cette situation.

7. Ce projet se fonde essentiellement sur les conclusions du rapport du Secrétaire général intitulé "Financement international de l'émigration européenne" (E/2019). M. Cusano appelle en particulier l'attention de ses collègues sur les prévisions de l'Organisation internationale du Travail relatives à l'émigra-

tion, qui figurent au paragraphe 21 de ce rapport, et selon lesquelles "au moins 3 à 4 millions de travailleurs, ainsi que les membres de leurs familles, sont actuellement disponibles pour l'émigration".

8. Pour ce qui est du concours que les institutions spécialisées et les autres organisations internationales peuvent apporter à l'œuvre de déplacement et d'équipement des migrants ainsi qu'au financement des migrations, M. Cusano indique que l'on trouve dans le rapport précité, aux paragraphes 147 et 155 respectivement, deux exemples dont il n'est pas besoin de souligner l'importance: le prêt de 100 millions de dollars que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a consenti au Commonwealth d'Australie pour lui permettre de poursuivre sa politique d'immigration, et le prêt de 100 millions de dollars consenti par l'Export-Import Bank à l'Etat d'Israël afin de faciliter l'intégration des immigrants dans l'économie productive de ce pays. M. Cusano rappelle à ce propos que, dans le paragraphe 141 de son rapport, le Secrétaire général exprime l'opinion que la seule organisation internationale qualifiée pour entreprendre le financement du développement économique, y compris le financement des migrations, est la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

9. M. Cusano est heureux d'annoncer que son Gouvernement et le Gouvernement italien ont négocié récemment un accord destiné à encourager et à faciliter l'immigration d'Italiens en Uruguay. Cet accord, qui doit entrer en vigueur très prochainement et qui a été conclu à la satisfaction des deux Gouvernements et des deux peuples, montre bien que l'Uruguay a déjà dépassé, pour sa part, le stade des décisions purement théoriques et qu'il prend des mesures concrètes en vue de favoriser l'immigration dans son territoire. L'action des organisations internationales complèterait heureusement toute initiative de même nature que les autres gouvernements pourraient prendre. Le projet de résolution de l'Uruguay s'inspire de cette considération, qui est tout à fait conforme, du reste, aux suggestions du Secrétaire général concernant les mesures à prendre sur le plan international (E/2019). Le Secrétaire général recommande notamment d'intensifier l'action bilatérale dans le domaine du financement des migrations, de favoriser le financement des migrations en faisant appel aux organisations internationales et d'accroître l'assistance technique en vue du financement des migrations: le projet de résolution uruguayen correspond point pour point à ces recommandations.

10. La Commission a pu constater que le texte révisé du projet de résolution uruguayen (A/C.2/L.164/Rev.1) tient compte des excellentes propositions d'amendement présentées par les délégations de la Belgique et de la France (A/C.2/L.168), de l'Australie (A/C.2/L.171) et de la Grèce (A/C.2/L.178). Le dernier paragraphe du texte initial, notamment, a été complètement remanié, conformément aux suggestions des représentants de la Belgique, de la France et de la Grèce. Ce paragraphe renferme cependant une disposition, relative à la formation technique des migrants dans les pays d'immigration, qui ne paraît pas recevoir l'assentiment général: si le représentant de la Grèce ne s'y oppose pas, la délégation de l'Uruguay ne verrait aucun inconvénient à la supprimer.

11. M. DE SEYNES (France) approuve l'ensemble du projet de résolution de l'Uruguay. Au nom des délégations belge et française, il remercie le représentant de l'Uruguay d'avoir inséré dans son projet de résolution les amendements présentés par ces délégations, et dont l'objet était de donner à ce texte un caractère aussi général que possible.

12. Le représentant de la France propose de modifier légèrement le dernier paragraphe du projet de résolution en ajoutant les mots "en particulier la Banque internationale pour la reconstruction et le développement" après les mots "les autres organisations internationales", et en supprimant les mots "et invite en particulier la Banque internationale à coopérer à cette tâche". En effet, dans le texte actuel du projet, les dispositions relatives à l'assistance économique financière et administrative ne s'appliquent qu'à la Banque internationale alors qu'elles devraient s'appliquer à toutes les organisations mentionnées dans ce paragraphe.

13. M. CHAUVET (Haïti) appuie le projet de résolution de l'Uruguay. Toutefois, il fait observer que l'on prend trop souvent, dans le domaine des migrations, des mesures de discrimination fondées sur la race ou la religion. Pour exclure des mesures discriminatoires de ce genre, le représentant d'Haïti propose d'ajouter à la fin du premier paragraphe du dispositif les mots suivants: "sans discrimination d'aucune sorte".

14. M. CARANICAS (Grèce) dit que sa délégation s'intéresse vivement au projet de résolution de l'Uruguay, et rappelle que, pour son pays, le problème de l'émigration présente une gravité particulière depuis la fin de la première guerre mondiale, époque à laquelle des populations grecques ont été expulsées d'Asie Mineure.

15. La Grèce a toujours été surpeuplée; des émigrants grecs se sont tout d'abord rendus dans les autres pays méditerranéens et ils ont même atteint la Crimée et le Caucase. Pourtant, à la fin de la première guerre mondiale et à la suite de la révolution russe, on a assisté à un renversement total de cette tendance. Les Grecs qui habitaient Odessa, la Crimée, le Kouban et le Caucase sont revenus dans la mère patrie. Il en a été de même des Grecs résidant dans de nombreux pays du sud-est européen et du Moyen-Orient où des sentiments de nationalisme se manifestaient. En 1922 et 1923, un million et demi de réfugiés, venus d'Asie Mineure, sont arrivés en Grèce. En 1924, la loi relative à l'immigration, adoptée par le Congrès des Etats-Unis, a mis fin à l'émigration grecque vers les Etats-Unis.

16. Pendant la deuxième guerre mondiale, l'occupation ennemie et les guérillas ont aggravé le problème du surpeuplement de la Grèce. Des Grecs résidant dans les pays voisins ainsi qu'en Roumanie et en URSS sont revenus dans leur pays d'origine. Ainsi, pendant plus de vingt-cinq ans, non seulement l'excédent de population n'a pu émigrer, mais les Grecs vivant à l'étranger sont revenus dans un pays surpeuplé où sévissait le chômage.

17. A l'heure actuelle, la Grèce compte 8.150.000 habitants. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le taux annuel d'accroissement de la population s'est élevé à 13 pour 1.000. La Grèce n'est pas en mesure d'effectuer les investissements nécessaires pour assurer à sa population un niveau de vie adéquat. Le nombre des chômeurs inscrits atteint 156.000. De plus, la

main-d'œuvre souffre du sous-emploi, notamment dans l'agriculture. La population active s'accroît à un rythme plus rapide que la production. Le surpeuplement empêche toute augmentation de la productivité. L'émigration d'une partie de la population excédentaire permettrait donc de résoudre, dans une certaine mesure, les problèmes économiques de la Grèce.

18. Le Gouvernement grec prend d'ailleurs des mesures pour organiser l'émigration. C'est pourquoi il attache une grande importance aux travaux entrepris par le Comité intergouvernemental provisoire pour les mouvements migratoires d'Europe (PICMME). De même, l'émigration temporaire permettrait de remédier à la pénurie de main-d'œuvre dont souffrent certains pays de l'Europe occidentale. Enfin, au cours de sa campagne électorale, le futur Président des Etats-Unis a préconisé une modification des lois relatives à l'immigration qui tiendrait compte de la situation des pays européens auxquels le surpeuplement cause de sérieuses difficultés.

19. Toutefois, seuls les pays insuffisamment peuplés sont en mesure d'apporter une solution durable au problème du surpeuplement. Le représentant de l'Uruguay a signalé que l'insuffisance du peuplement constituait l'obstacle principal au développement économique de son pays, et il a ajouté que l'Uruguay pouvait admettre un nombre considérable d'immigrants qui aideraient à l'exploitation des ressources du pays. Ainsi, les pays surpeuplés dont les ressources sont trop faibles pour permettre une élévation du niveau de vie et les pays insuffisamment peuplés en voie de développement ont tout intérêt à conclure entre eux des accords bilatéraux relatifs aux migrations. Le représentant de la Grèce cite à ce propos les paragraphes 144 et 145 du rapport intitulé *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986). Il rappelle qu'au cours de la 202ème séance le représentant de la FAO a attiré l'attention de la Commission sur la gravité de la situation alimentaire mondiale. Il ne fait pas de doute que la conclusion d'accords bilatéraux relatifs aux migrations et la coopération de toutes les organisations internationales non seulement permettraient de résoudre certains des problèmes qui se posent aux pays surpeuplés et aux pays insuffisamment peuplés mais contribueraient aussi à accroître la production mondiale de denrées alimentaires. A ce propos, le représentant de la Grèce cite un extrait d'un article sur les migrations paru le 23 octobre 1952 dans le *New York Times*.

20. Au sujet des amendements qu'il a proposés et que le représentant de l'Uruguay a incorporés dans son projet de résolution, le représentant de la Grèce signale qu'il a voulu rendre plus précis le deuxième alinéa du préambule en ajoutant, après le mot "entraîne", les mots "le chômage" et "le sous-emploi", c'est-à-dire en mentionnant deux maux caractéristiques des pays surpeuplés. Au quatrième alinéa, il a voulu rappeler que l'OIT a apporté une contribution importante à la solution du problème des migrations. C'est l'OIT qui a convoqué en octobre 1951 la Conférence des pays qui s'intéressent aux migrations européennes, à l'issue de laquelle le PICMME a été créé. Les gouvernements intéressés ont reconnu qu'il existait un rapport étroit entre le développement économique et l'immigration. C'est pourquoi le représentant de la Grèce a proposé d'ajouter les mots "dans le cadre du développement

économique général" après les mots "de conclure", au paragraphe 1 du dispositif.

21. Abordant l'amendement relatif à la formation technique, le représentant de la Grèce précise qu'à son avis il est indispensable d'instituer des centres de formation dans les pays d'immigration pour que les mouvements de migration soient fructueux. Toutefois, il reconnaît que ces centres pourraient aussi jouer un rôle utile dans les pays d'émigration et il est disposé à ajouter à son amendement les mots "et dans les pays d'émigration", après les mots "dans les pays d'immigration", dans le paragraphe 2 du dispositif.

22. Comme le représentant de l'Uruguay, M. Caranicas pense que le manque de moyens de financement internationaux constitue le principal obstacle à l'émigration européenne. Pour terminer, il insiste sur le fait que l'immigration est un des facteurs essentiels du développement économique de nombreux pays insuffisamment développés.

23. M. JOCKEL (Australie) déclare qu'il appuiera le projet de résolution de l'Uruguay relatif aux migrations et au développement économique; ce projet a le mérite d'attirer l'attention sur le concours pratique que l'action internationale peut apporter au déplacement des migrants. L'Australie ne porte pas un intérêt particulier aux études et aux recherches entreprises par les institutions internationales ni aux mesures d'assistance technique destinées à assurer la formation professionnelle des migrants car elle a établi à cet égard ses propres programmes. En revanche, l'octroi de capitaux aux fins d'investissement présente un intérêt pour elle, car cette mesure pourrait lui permettre de recevoir un plus grand nombre d'immigrants.

24. L'Australie accueille actuellement un grand nombre de migrants, qui viennent soit à titre privé, soit au titre de programmes d'assistance. Le représentant de l'Australie présume que le projet de résolution de l'Uruguay ne portera pas atteinte aux migrations à titre privé. En Australie, il existe des liens étroits entre les problèmes de la migration et ceux du développement économique; en effet, si le pays a besoin de migrants pour exécuter ses programmes de développement, le nombre de migrants qu'il peut recevoir dépend du degré d'évolution de son économie. Depuis la guerre, le taux d'immigration en Australie est très élevé. Depuis 1947, c'est-à-dire en quatre ans et demi, la population de l'Australie s'est accrue de 22 pour 100; il va sans dire que cette augmentation s'explique dans une grande mesure par l'afflux des migrants. Comme leur arrivée dans le pays est encore toute récente, ces immigrants donnent encore lieu à un prélèvement net sur les ressources en capital du pays. Pour se procurer une partie des capitaux supplémentaires dont il a besoin d'urgence, le Gouvernement australien a demandé à la Banque internationale de lui consentir des prêts; les négociations menées à cette fin ont été couronnées de succès. A la page 43 du sixième rapport annuel de la Banque pour l'année 1950-1951, on peut lire que l'Australie entre dans une ère de développement économique rapide. Une forte augmentation de l'immigration a provoqué un accroissement annuel de 3 1/2 pour 100 du chiffre de la population et l'un des objectifs de la politique australienne est de continuer à accueillir, pendant les dix prochaines années, de nombreux immigrants. Cette politique implique l'investissement de sommes importantes dans de nouvelles installations

productives ainsi que pour la construction de logements et pour les services publics.

25. Ces considérations ont amené la délégation de l'Australie à proposer au représentant de l'Uruguay de modifier légèrement le troisième alinéa du préambule de son projet (A/C.2/L.164/Rev.1); cet amendement, portant la cote A/C.2/L.171, a été accepté. En tant que représentant d'un des pays les moins peuplés du monde, M. Jockel approuve sans réserve le fond du troisième alinéa mais il craint néanmoins qu'il ne prête, dans son contexte, à des interprétations erronées. Aux fins des migrations, il ne s'agit pas simplement de transporter l'excédent de population d'une région dans une autre région insuffisamment peuplée. Il est reconnu, de nos jours, qu'il est préférable qu'un pays d'immigration ne reçoive des migrants que dans la mesure où il peut les intégrer à son économie en voie de développement, compte tenu des conditions industrielles et sociales propres au territoire. En outre, l'amendement de l'Australie aurait l'avantage de dissiper certains malentendus en précisant qu'une augmentation du chiffre de la population ne constitue pas à elle seule un progrès économique et qu'on ne saurait l'envisager sans tenir compte des ressources en capital du pays d'accueil.

26. En ce qui concerne l'amendement proposé par le représentant d'Haïti, M. Jockel tient à faire remarquer que la discrimination peut prendre de nombreuses formes qui ne sont pas toutes nécessairement condamnables. Les migrants, par exemple, pourraient bénéficier de certains avantages de sécurité sociale par rapport aux autres étrangers. Le représentant de l'Australie attendra, pour se prononcer, d'avoir eu connaissance du texte écrit de cet amendement.

27. M. SEPULVEDA (Chili) fait valoir que le Chili est, par excellence, un pays d'immigration. Ce pays a reçu récemment 5.000 familles d'immigrants en vertu d'accords conclus avec l'Organisation internationale pour les réfugiés. Le Chili pratique aussi la même politique que l'Australie en matière d'immigration privée. M. Sepúlveda s'associe donc à la déclaration du représentant de l'Australie en ce qui concerne les dispositions du paragraphe 2 du dispositif du projet. Il estime également, comme le représentant de la Grèce, que les travailleurs migrants peuvent recevoir une formation professionnelle aussi bien dans les pays d'émigration que dans les pays d'immigration.

28. Il annonce en terminant qu'il votera pour le projet présenté par la délégation de l'Uruguay.

29. M. LIMA (Brésil), au nom de sa délégation, approuve dans leur ensemble les dispositions du projet présenté par la délégation de l'Uruguay. Il tient cependant à faire observer qu'il ne suffit pas, dans le cas du Brésil, de considérer les vastes étendues de terres encore non exploitées que ce pays possède et la pénurie de main-d'œuvre dont il souffre. En réalité, la population du Brésil qui est de 53 millions d'habitants s'accroît sans cesse; son taux d'accroissement annuel est actuellement de 2,25 pour 100 et le Gouvernement du Brésil se trouve dans l'obligation d'ouvrir sans cesse de nouvelles terres à l'exploitation, ce qui exige d'importants investissements pour l'amélioration des conditions de vie et de la situation sanitaire de tout un peuple.

30. L'accroissement de la population pose au Gouvernement du Brésil des problèmes intérieurs dont il doit

tenir compte pour arrêter sa politique en matière d'immigration. Il est notamment dans l'obligation d'appliquer une politique sélective sans laquelle les immigrants risqueraient de devenir une charge trop lourde pour le pays d'accueil. C'est pourquoi M. Lima tient à réserver la position de sa délégation en ce qui concerne l'amendement proposé par la délégation d'Haïti. Il existe certes des mesures discriminatoires injustifiées, parmi lesquelles on peut citer les mesures inspirées par le sectarisme politique, racial et religieux. Mais le représentant du Brésil souligne que tout pays d'immigration peut avoir à appliquer des critères de sélection reposant sur des considérations techniques ou professionnelles. Il craint que l'adoption de l'amendement proposé par la délégation d'Haïti ne gêne les gouvernements intéressés dans le choix des critères de sélection. Tout en rendant hommage à la délégation d'Haïti pour la générosité des idées qui l'inspirent, il se demande s'il n'y a pas incompatibilité entre l'esprit et la lettre de son amendement. Il tient par conséquent à réserver sa position à ce sujet.

31. M. CHAUVET (Haïti) déclare qu'en présentant son projet d'amendement, il n'a envisagé la discrimination que dans le sens où elle est interdite par la Charte. Il ne croit pas que cet amendement doive susciter des discussions détaillées; c'est pourquoi il le maintient et il exprime l'espoir qu'il sera mis aux voix et adopté.

32. M. BERCKEMEYER (Pérou) déclare que le projet de résolution présenté par la délégation de l'Uruguay a trait à une problème capital pour le Pérou. Ce pays est en effet tributaire de l'immigration pour son développement économique. C'est pourquoi il appuiera le projet uruguayen de son vote.

33. M. VARTALITIS (Argentine) indique que son pays est, de tous les pays d'Amérique latine, celui qui a reçu le plus d'immigrants. Rien de ce qui touche à l'immigration n'est indifférent au Gouvernement de l'Argentine qui s'intéresse vivement au projet de résolution uruguayen tel qu'il a été révisé pour tenir compte des amendements proposés par les délégations de la Belgique et de la France, de l'Australie et de la Grèce. De l'avis de M. Vartalitis, les accords bilatéraux constitueront un moyen efficace de résoudre le problème de l'immigration.

34. Le représentant de l'Argentine appuie le projet de résolution uruguayen, qui est de première importance pour les pays insuffisamment développés.

35. M. LEE (Chine) rappelle que son pays fournit de nombreux émigrants à tous les pays d'immigration. Son gouvernement s'intéresse donc à toutes les mesures qui tendent à faciliter l'immigration et, en particulier, au projet présenté par la délégation de l'Uruguay.

36. M. Lee appuie, en principe, l'amendement présenté par la délégation d'Haïti; il espère que cet amendement pourra être présenté sous une forme qui le rendra acceptable pour toutes les délégations.

37. Il fait observer qu'il y aurait lieu, comme suite à la proposition orale du représentant de la France, de modifier le texte anglais du second paragraphe du dispositif en remplaçant les mots "*its constitutional provisions*" par les mots "*their respective constitutional provisions*".

38. M. DE SEYNES (France), à propos de la rectification proposée par le représentant de la Chine, souligne que le passage correspondant du texte français ("dans

la limite des dispositions constitutionnelles applicables”) n’a pas à être modifié.

39. M. CUSANO (Uruguay) se félicite de l’accueil que les membres de la Commission ont bien voulu réserver à son projet de résolution.

40. Il donne au représentant de l’Australie l’assurance que son projet ne vise nullement à substituer l’action gouvernementale aux initiatives privées qui pourraient être prises au sujet des migrations; il tend, au contraire, à les encourager et à les soutenir.

41. La délégation de l’Uruguay comprend parfaitement les préoccupations du représentant d’Haïti et elle approuve entièrement le principe de l’amendement qu’il a proposé. Toutefois, elle estime que cette proposition demande réflexion, car les gouvernements sont tenus par leurs lois nationales en matière d’immigration, et la Commission doit prendre garde de ne pas compromettre l’adoption du projet de résolution en y introduisant une disposition qui risque d’être contraire à ces lois.

42. M. Cusano accepte volontiers la formule proposée par le représentant de la Grèce en ce qui concerne la formation technique des migrants, qui serait donnée dans les pays d’émigration aussi bien que dans les pays d’immigration; cette formule, plus large, semble répondre aux objections que le texte initial avait suscitées.

43. D’autre part, M. Cusano remercie le représentant de la France de la suggestion constructive qu’il a faite au sujet du second paragraphe du dispositif. Il propose, pour sa part, de supprimer entièrement le membre de phrase “dans la limite des dispositions constitutionnelles applicables”: cette réserve paraît, en effet, superflue, étant donné qu’il ne saurait être question de demander au Secrétaire général, ni aux institutions spécialisées et autres organisations internationales, de sortir de leurs attributions constitutionnelles.

44. M. DE SEYNES (France) et M. CARANICAS (Grèce) préféreraient maintenir la formule en question,

afin de donner tous apaisements aux institutions spécialisées.

45. M. CHAUVET (Haïti) voudrait préciser son amendement au premier paragraphe du dispositif; au lieu des mots “sans discrimination d’aucune sorte”, il propose de dire “sans discrimination fondée sur la race ou la religion”. Aucun gouvernement ne peut s’opposer à cette formule qui s’inspire directement des principes de la Charte.

46. M. LUBIN (Etats-Unis d’Amérique) approuve entièrement la teneur du projet de résolution présenté par la délégation de l’Uruguay. Il tient cependant à rappeler que la politique suivie par les Etats-Unis d’Amérique en matière d’immigration se fonde essentiellement sur les lois que le Congrès a adoptées et que lui seul a le pouvoir de modifier, s’il le juge nécessaire. Dans le passé, les Etats-Unis n’ont pas eu pour politique de conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux dans ce domaine. Cette réserve exprimée, la délégation des Etats-Unis n’hésitera pas à donner sa voix au projet uruguayen, car elle veut montrer qu’elle s’intéresse aux efforts que les Etats Membres des Nations Unies sont disposés à faire, chacun dans le cadre de sa propre législation, pour faciliter les migrations dans le monde.

47. M. JOCKEL (Australie), revenant à la question de la formation technique des migrants dans les pays d’émigration comme dans les pays d’immigration, se demande s’il n’y aurait pas lieu d’adopter, à ce sujet, dans le second paragraphe du dispositif, les mots “sur la demande des gouvernements intéressés”, après les mots “organisations internationales”.

48. M. CUSANO (Uruguay) invite les représentants qui ont des suggestions à présenter au sujet du second paragraphe du dispositif à se réunir pour l’aider à en arrêter la rédaction définitive.

La séance est levée à 12 h. 20.



